



## **JOURNÉE DES VICTIMES DE L'EXIL**

### **ALCALÁ DE HENARES, 8 MAI 2022**

L'an passé, le 15 mars, le président de la République française et le président du Gouvernement espagnol s'étaient donné rendez-vous à Montauban pour y tenir le 26<sup>e</sup> Sommet franco-espagnol. Ils n'ont pas caché le motif du choix de ce lieu : « une ville, a souligné le chef de l'État français, extrêmement importante pour l'histoire et la mémoire de l'Espagne et de la France [...] où repose le dernier président de la République espagnole », symbole de « tous ces combattants de la liberté qui ont fui l'Espagne pour se trouver en France et qui ont souvent donné leur vie pour défendre la France elle-même. »

C'était un hommage sans précédent de la part de la plus haute autorité française, auquel s'est joint avec émotion le président du Gouvernement espagnol, en rappelant sa visite précédente en 2019 et en évoquant « l'héritage de ces milliers de compatriotes qui ont fui le franquisme, la dictature, à la recherche d'un avenir meilleur en France », pour saluer en Manuel Azaña la figure tutélaire de l'exil espagnol.

Invitée à participer à l'hommage rendu par les deux hauts responsables réunis devant la tombe de Manuel Azaña, notre association y a trouvé la reconnaissance de l'action entreprise depuis sa fondation en vue de protéger et d'honorer la sépulture de l'homme d'État mort en exil et de promouvoir la connaissance de son rôle historique. Ce jour-là, « Présence de Manuel Azaña » a reçu le juste témoignage des efforts entrepris depuis de longues années.

Parmi les associations qui, en France, se consacrent à la mémoire de l'exil espagnol, elle se distingue en rassemblant dans un même engagement des descendants des exilés et des adhérents de toute origine – en particulier des milieux culturels et universitaires – qui ressentent encore, comme Albert Camus, « le drame espagnol comme une tragédie personnelle ».

De fait, le premier de ses objectifs a été d'assurer, avec le soutien des administrations publiques compétentes, la réhabilitation du lieu où il repose, sous la simple dalle commandée par sa veuve Lola de Rivas Cherif. Ainsi a-t-on pu en élargir l'espace et assurer la dignité du mémorial qu'elle constitue, accueillant l'hommage rendu chaque année à l'anniversaire de sa mort comme les visites rendues à d'autres dates par des pèlerins de toute sorte, anonymes comme hautes personnalités.

Mais cette mémoire ainsi matérialisée et en quelque sorte ritualisée, si nécessaire qu'elle soit, n'est pas suffisante. Aussi avons-nous entrepris de développer une mémoire vivante, ouverte au dialogue avec les apports de la recherche historique et les appréciations contrastées de ses divers courants. Plus que la pieuse conservation de souvenirs immuables, plus que la lecture d'une légende dorée, cette mémoire aspire au travail de compréhension des combats du passé et de leur signification pour nos contemporains. Tel est l'objet des Journées qui se tiennent chaque année depuis 2006 grâce à la collaboration active et bénévole de nombreux universitaires et chercheurs espagnols. La publication de leurs apports, complétés par la traduction d'importantes pages de textes et discours d'Azaña, les offre aux lecteurs francophones, privés d'accès à la bibliographie en langue espagnole.

Dans le cadre de cette mémoire implantée au nord des Pyrénées, je voudrais évoquer la mémoire de l'exil que subit Azaña lui-même, depuis ce 5 février 1939 à six heures du matin qui le vit prendre « le chemin de l'exil » qu'il dut achever à pied sur le sentier gelé traversant les Albères, jusqu'à son dernier jour à Montauban dans la nuit du 3 novembre 1940.

Les souffrances subies durant cette période ne l'écartèrent pas de la compassion ressentie, écrit-il, « devant le malheur de notre peuple », s'exclamant : « Comment on les a traités, et on les traite ! Plus mal que des bêtes ! », ni de la solidarité qu'il éprouvait envers ces « victimes anonymes » qu'étaient ses compatriotes réfugiés, et si mal traités, en France.

N'oublions pas non plus la déception de cet ardent francophile – pensons à son engagement dans la cause des Alliés pendant la première guerre mondiale – tout au long de sa recherche d'un refuge dans un pays atteint par la contagion de la peur du « rouge espagnol » et finalement soumis au régime de Vichy, sous la domination de

la puissance qui avait participé à la destruction de la République espagnole. Une déception à peine atténuée par les gestes de solidarité qu'il rencontra dans les étapes successives de son exil : Collonges-sous-Salève, Le Pyla, Montauban.

La persistance de la mémoire d'Azaña en France ne peut se comprendre sans sa dimension plurielle, dans laquelle se retrouvent et parfois encore s'affrontent les divers courants héritiers des combats de la République. La mémoire d'Azaña n'appartient à personne, mais elle offre un espace de dialogue, comme on a pu l'observer lors de la table ronde qui a conclu nos dernières Journées, modérée par José Martinez Cobo avec la participation des descendants de Federica Montseny, Santiago Carrillo et Julio Just. Un pas de plus pour une compréhension mutuelle.

La tâche n'est pas finie. Il y a encore beaucoup à faire pour prolonger et ancrer la mémoire de l'exil espagnol en France sous l'égide de Manuel Azaña. Le plus urgent est d'assurer sa transmission à une nouvelle génération, qui en notre XXI<sup>e</sup> siècle se sent évidemment éloignée des conflits du XX<sup>e</sup>. C'est pourquoi, pour lui ouvrir une voie efficace permettant les échanges de scolaires et d'étudiants, nous apportons tout notre appui au projet de jumelage de Montauban avec Alcalá de Henares. Nous souhaitons vivement que le chemin ouvert l'an dernier par la visite de son maire Javier Rodríguez Palacios à Montauban atteigne bientôt son but.

Dans un cadre plus large, nous nous félicitons de la commémoration par l'Espagne de ce Jour des victimes de l'exil en cette date du 8 mai. Mais il est permis de s'interroger sur la convenance de cette date en France, en raison de la célébration nationale de la capitulation de l'Allemagne nazie. On peut considérer qu'une autre date, fixée en accord par les autorités d'Espagne et de France, assurerait une meilleure visibilité à la commémoration de l'exil espagnol en France. Et pourquoi pas le 3 novembre, le jour anniversaire de la mort de Manuel Azaña en exil ?

Jean-Pierre AMALRIC

Président de *Présence de Manuel Azaña*

2 Boulevard Édouard Herriot  
82000 MONTAUBAN  
azana@associationpresencedemanuelazana.com